

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

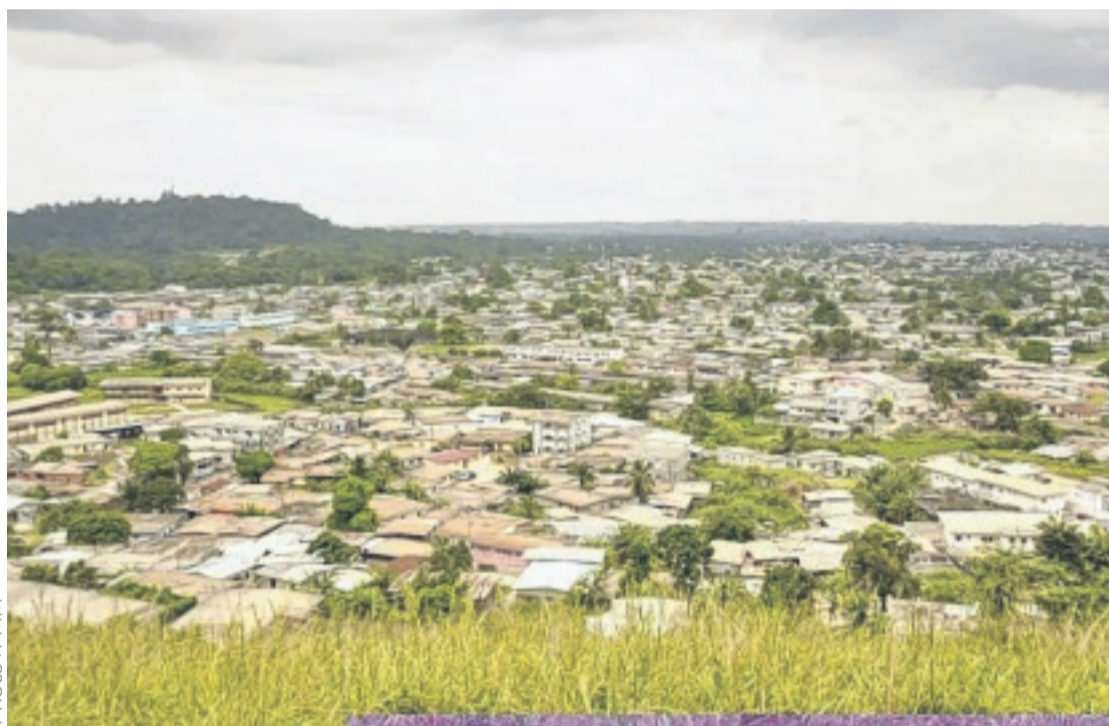
Urbanisation : le Gabon champion d'Afrique

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LE Gabon détient le taux d'urbanisation le plus élevé d'Afrique (89 %), selon le rapport du groupe de la Banque mondiale sur l'évaluation de la pauvreté au Gabon. Le taux d'urbanisation du Gabon est deux fois plus élevé que la moyenne africaine, estimée à 40 %, et celle de la sous-région Afrique centrale, estimée à 42 %. Environ la moitié des urbains sont concentrés dans deux villes principales, Libreville (40 %) et Port Gentil (8 %), le reste étant dispersé dans des villes moyennes et petites de moins de 100 000 habitants.

Selon ledit rapport, "À la suite

de son indépendance, le Gabon a enregistré une croissance économique remarquable qui s'est traduite par d'importants progrès en matière de développement humain et des conditions de vie. La découverte du pétrole et le boom pétrolier au début des années soixante-dix ont soutenu près de deux décennies de croissance économique rapide, propulsant l'économie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et faisant du Gabon l'un des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne (ASS). L'exode rural s'est intensifié, ce qui a provoqué une hausse du taux d'urbanisation qui a atteint 89 % en 2017. Soit le niveau le plus élevé en Afrique."



Vue panoramique de Nzeng-Ayong, l'un des plus grands quartiers de Libreville.

DGIC : les impétrants renvoyés à leurs missions



Les agents de la DGCI au terme de leur serment, posant avec le ministre du Commerce, Hugues Mbadinga Madiya.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

VINGT-DEUX agents de la direction générale de l'Industrie et de la Compétitivité (DGIC) ont prêté serment vendredi dernier au Palais de justice de Libreville. Sur la liste des impétrants, figurait le directeur général de ladite administration, Michel Antseleve, par ailleurs enseignant chercheur à l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM). Au terme de cette cérémonie, ce dernier a tenu à rappeler leurs missions. "Cette prestation de serment est relative aux missions qui sont

dévolues aux agents, à savoir le respect de la réglementation applicable dans le cadre des activités industrielles sur le plan administratif et technique. Nous sommes appelés à aller sur le terrain pour veiller à ce que les unités industrielles qui fonctionnent soient conformes aux normes sécuritaires", a-t-il relevé. Et de préciser: "Ces missions doivent se faire conjointement avec les autres départements ministériels. Par exemple dans le cadre des unités de transformation, nous avons besoin de nous rassurer que les produits fabriqués sont également conformes à la réglementation en vigueur."

CEEAC : le nouveau président fait le tour du propriétaire

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

TROIS jours après sa prestation de serment devant le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le nouveau président de la Commission, Gilberto Da Piedade Verissimo, a procédé, le 3 septembre dernier à Libreville, à la visite des locaux de cette institution. Il s'agissait pour le promu de voir dans quelles conditions travaille son équipe.

"Le président de la Commission a fait le tour des locaux de la CEEAC. Il est satisfait de voir que la CEEAC possède des bâtiments, mais qui ne sont pas appropriés. Ce qui justifie l'engagement de la République gabonaise de mettre à la disposition de la CEEAC de nouveaux locaux qui seront situés au niveau du Boulevard triomphal", a confié Honoré Tabuna, commissaire à l'Environnement. Le futur siège



Gilberto Da Piedade Verissimo lors de son tour du propriétaire.

sera disponible au plus tard décembre prochain.

Aussi, reconnaissant que le domaine de l'environnement est transversal, Gilberto Da Piedade Verissimo a-t-il décliné les ambitions de son bureau. "Notre priorité au sein de la région d'Afrique centrale est la sécurité alimentaire. Celle-ci ne comprend pas seulement la production, mais aussi l'activité rurale, le commerce rural. Et pour ça, nous

avons de bonnes idées. Nous allons faire un programme que nous allons soumettre aux chefs d'État pour approbation. J'ai le sentiment qu'on va réussir", a-t-il indiqué.

À noter que durant les cinq prochaines années, les sept membres composant le bureau exécutif de la CEEAC devront mettre en musique la réforme institutionnelle dans le cadre de leurs missions régaliennes.